



LES MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENTS DES CONFLITS

1. La conciliation

Définition

Arrangement amiable auquel parviennent des personnes en conflit, avec l'aide d'un tiers que l'on appelle le **conciliateur**.

Pour qui?

Pour régler les litiges de la vie quotidienne entre **particuliers**.

- INTERDIT pour les litiges avec l'administration ;
- INTERDIT pour les affaires pénales ;
- INTERDIT pour les affaires d'ordre public.

Par qui?

Le conciliateur est un **auxiliaire de justice bénévole**.

- Un juge (article 21 du Code de procédure civile)
- Un tiers.

Le conciliateur peut être saisi par les parties ou par délégation du juge.

ATTENTION : depuis la loi du 18 novembre 2015, avant de saisir le tribunal judiciaire, il faut au préalable justifier une tentative de conciliation, sous peine d'irrecevabilité de la saisine.

C'est une procédure **rapide, gratuite** et qui ne nécessite pas de procédure judiciaire.

Si un accord est trouvé entre les deux parties, le conciliateur dresse un **constat** qui doit être signé par les deux parties et auquel le juge peut donner force exécutoire.

2. La transaction

Définition

= contrat terminant un conflit, le plus souvent pour régler les conséquences financières engendrées par la fin d'un contrat.

Précisions

La transaction est définie par le Code civil à l'article 2044 comme un acte rédigé et signé selon la volonté commune des deux parties et mettant **fin à une procédure en cours**. L'article 2044 dispose aussi que la transaction a une valeur de **prévention**.



ATTENTION: une fois la transaction signée, plus aucun recours juridique n'est possible.



3. La médiation

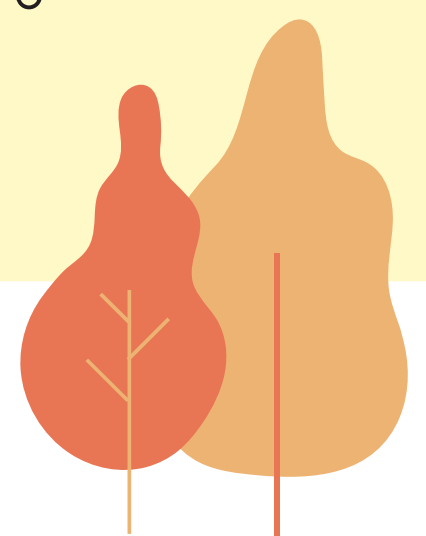
Pour qui?

Pour toutes les entreprises, organisations privées ou publiques dont les relations commerciales avec un client ou avec un fournisseur ne sont pas fluides. La médiation peut aussi être demandée en interne (conflit interne à l'entreprise).



Par qui?

Le **médiateur** est un auxiliaire de justice indépendant qui sera **payé** pour ses prestations. Il doit être saisi au plus tôt via un formulaire détaillant le litige. La procédure de médiation dure en général **3 mois**.





JurisLogic

LES MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENTS DES CONFLITS

4. L'arbitrage



Définition

= D'un commun accord les parties confient à un arbitre le pouvoir de trancher les litiges survenant entre elles dans le respect des principes du droit.

Conditions

- Une **clause compromissoire** : prévoit le recours à l'arbitrage avant la survenance d'un litige
- Un **compromis d'arbitrage** : une fois le litige survenu les parties décident de recourir à l'arbitrage.

Les parties s'accordent dans les deux cas sur la désignation de l'arbitre et les règles suivies (droit ou équité).

Cependant, il n'y a pas d'arbitrage possible pour les matières d'ordre public : les parties n'ayant pas la libre disposition de leurs droits.

Effets

L'arbitre rend une **sentence arbitrale**.

Il statue au même titre qu'un juge s'il rend sa décision en droit, mais s'il la rend en équité on dit qu'il a statué en **amiable compositeur**.

Dans les deux cas une sentence arbitrale présente les caractères suivants :

- **Autorité de la chose jugée** : impossibilité pour les parties de saisir un nouvel arbitre
- **Absence de caractère exécutoire de la décision** : pas de contrainte d'exécuter la sentence sur les parties, il faudrait recourir à un juge

Super, j'ai tout compris aux modes alternatifs de règlement des conflits maintenant.

